



Assemblée générale

Distr. générale
22 décembre 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 143 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		17
A. Ressources nécessaires		17
B. Autres recettes et ajustements		18
C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		18
IV. Analyse des écarts	7–20	19
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	21	22



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante civile, composante militaire et composante d'appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	97 550,4	85 550,3	12 000,1	12,3
Personnel civil	31 757,1	31 112,2	644,9	2,0
Dépenses opérationnelles	76 024,1	63 667,8	12 356,3	16,3
Montant brut	205 331,6	180 330,3	25 001,3	12,2
Recettes provenant des contributions du personnel	4 557,4	4 000,9	556,5	12,2
Montant net	200 774,2	176 329,4	24 444,8	12,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	205 331,6	180 330,3	25 001,3	12,2

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	220	213	3,2
Contingents	3 980	3 343	13,7
Personnel recruté sur le plan international	256	203	20,7
Personnel recruté sur le plan national	273	254	7,0
Volontaires des Nations Unies	82	75	8,6

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies en Érythrée et en Éthiopie (MINUEE) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005, établi dans le rapport du Secrétaire général daté du 19 décembre 2003 (A/58/658), s'élevait à 201 460 800 dollars, en montant brut (montant net : 196 563 100 dollars). Il prévoyait des effectifs comprenant 220 observateurs militaires, 3 980 membres de contingents, 256 fonctionnaires internationaux, 273 agents recrutés sur le plan national et 82 Volontaires des Nations Unies. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au paragraphe 54 de son rapport du 12 avril 2004 (A/58/759/Add.8), a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 198 331 600 dollars pour l'exercice budgétaire 2004-2005.

2. L'Assemblée générale, dans sa résolution 58/302 du 18 juin 2004, a ouvert un crédit d'un montant brut de 205 331 600 dollars (montant net : 200 774 200 dollars) pour l'exercice 2004-2005, soit un montant brut de 198 331 600 dollars pour le fonctionnement de la Mission et un montant brut de 7 millions de dollars pour le renforcement de la sécurité du personnel et des locaux de la Mission. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres. La provision de 7 millions de dollars était basée sur les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la sécurité et de la sûreté des opérations, du personnel et des locaux des Nations Unies (A/58/756) et approuvées par l'Assemblée dans sa résolution 58/295 du 18 juin 2004.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUEE dans ses résolutions 1312 (2000) et 1320 (2000), et l'a modifié par sa résolution 1430 (2002). Le mandat couvrant l'exercice budgétaire considéré a été défini dans les résolutions 1531 (2004), 1560 (2004) et 1586 (2005) du Conseil.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, à savoir le règlement pacifique du différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la MINUEE a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ces tableaux présentent les réalisations et les produits par composante (composante civile opérationnelle, composante militaire et composante d'appui).

6. Le présent rapport évalue les réalisations effectives à la lumière des tableaux axés sur les résultats escomptés présentés dans le budget 2004-2005. Il met notamment en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante civile opérationnelle

Réalisations escomptées 1.1 : progrès vers le règlement pacifique du différend frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.1.1 Réunions/consultations régulières entre les hauts responsables politiques des deux parties et le chef de mission	Objectif atteint : poursuite du dialogue avec chacune des deux parties au conflit dans le cadre de réunions/consultations régulières avec le chef de mission	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Facilitation de 40 réunions et consultations entre le chef de mission et son équipe et les hauts dirigeants politiques et personnalités religieuses des deux parties; production des rapports correspondants	53	
25 déplacements du chef de mission et de ses collaborateurs directs dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes pour y rencontrer les dirigeants des communautés	15	Visites sur le terrain Un représentant spécial adjoint du Secrétaire général a fait moins de visites que prévu, car il est resté peu de temps à la Mission
Envoi de 50 lettres aux gouvernements concernés sur des questions politiques; envoi de 20 notes verbales à la communauté diplomatique	85 24	Lettres Notes verbales L'augmentation de la correspondance s'explique par des facteurs extérieurs défavorables (restrictions de la liberté de mouvement, fermetures de routes)
180 réunions politiques et entretiens avec des acteurs extérieurs participant au processus de paix	81	Réunions Les réunions ont été moins nombreuses que prévu en raison de l'absence de progrès sur le front politique et de la suspension des activités de la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie
4 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	4	
Produits médias : émission d'une heure 3 fois par semaine en 6 langues couvrant la zone de la Mission; 7 campagnes d'information; 12 bulletins mensuels en anglais,	52 7 7	Émissions d'une heure en 7 langues Campagnes Bulletins : moins nombreux que prévu par manque de personnel

amharique et tigréen et 8 éditions spéciales; distribution de 15 000 calendriers dans la zone de la Mission; 2 documentaires de télévision, 52 points de presse hebdomadaires, 20 communiqués de presse	1	Édition spéciale : les éditions spéciales paraissent à l'occasion des visites de haut niveau – il n'y en a eu qu'une seule
	15 000	Calendriers
	1	Documentaire : production d'un seul documentaire en raison du manque de personnel et de l'approbation tardive de certains éléments du scénario définitif par les autorités gouvernementales
	46	Points de presse
Création d'un centre d'information à Adigrat (Éthiopie), avec production de 52 rapports hebdomadaires, de 5 fiches documentaires et de 24 prospectus	12	Communiqués de presse : les communiqués de presse ont été moins nombreux que prévu en raison de l'absence de progrès sur le front politique
		Produits supplémentaires :
		6 reportages vidéo sur les activités de la MINUEE et 6 reportages documentaires sur l'actualité dans la zone de la Mission à l'usage des centres d'information publique;
		8 interviews du Représentant spécial du Secrétaire général par des journalistes étrangers
	1	Création d'un centre d'information
	52	Rapports hebdomadaires
	1	Fiche documentaire : les fiches documentaires et prospectus ont été moins nombreux en raison du manque de personnel
		Produits supplémentaires :
	Expositions d'art à Addis-Abeba et Adigrat;	
	Activités en milieu communautaire hors d'Addis-Abeba, Adigrat et Mekelle;	
	Lancement public d'un documentaire vidéo à Addis-Abeba;	
50 760	Visiteurs accueillis au centre d'information;	
25	Antennes de distribution de documents ouvertes au public;	

	28	Articles sur les activités du centre d'information publiés dans le bulletin de la MINUEE;
	5	Émissions de radio enregistrées pour le centre d'information

Réalisations escomptées 1.2 : progrès vers la normalisation des conditions de vie dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.2.1 Retour dans leurs foyers des derniers Éthiopiens et Érythréens encore déplacés	<p>1 062 déplacés sont retournés dans le secteur central en Érythrée, 296 ressortissants éthiopiens vivant en Érythrée (94 hommes, 115 femmes et 87 enfants) sont rentrés en Éthiopie</p> <p>Le rapatriement des plus de 45 000 déplacés érythréens qui vivent encore dans des camps de la zone temporaire de sécurité et des zones adjacentes n'a pu se faire en raison de l'absence de progrès dans le processus de démarcation</p>	
1.2.2 Réinstallation des personnes directement affectées par le transfert de territoire	<p>100 habitants du camp de Shimelba ont été réinstallés dans des pays tiers, en plus des 400 qui l'avaient été dans les quatre années précédentes</p> <p>L'absence de progrès sur le front politique a empêché la réinstallation de 10 000 Érythréens hébergés dans des camps dans le nord de l'Éthiopie</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Retour dans leurs foyers de 140 000 déplacés	1 062	Déplacés rentrés chez eux; suivi de la situation de 35 000 déplacés particulièrement vulnérables dans le secteur occidental; le nombre de retours a été inférieur aux prévisions en raison de l'absence de progrès sur le front politique
Réinstallation de 30 000 à 40 000 personnes touchées par le transfert de territoire	100 10 000	Personnes réinstallées dans un pays tiers, soit un effectif de 500 réinstallations à ce jour Érythréens présélectionnés; suivi de la situation de 8 000 réfugiés dans le secteur occidental; le nombre de retours a été inférieur aux prévisions en raison de l'absence de progrès sur le front politique

20 visites de suivi et d'établissement des faits dans la zone temporaire de sécurité, notamment en compagnie des représentants des équipes de pays des Nations Unies et/ou des donateurs; appui logistique régulier à ces équipes	20	
	180	Produit supplémentaire : Missions de suivi et d'établissement des faits avec des organisations non gouvernementales, des organisations intergouvernementales et des diplomates
Participation à 40 réunions hebdomadaires et 12 réunions mensuelles des équipes de pays des Nations Unies, à la réunion annuelle commune des équipes en Éthiopie et en Érythrée, et aux réunions convoquées selon les besoins	16	4 réunions en Érythrée et 12 réunions en Éthiopie avec les équipes de pays au sujet de questions relatives aux droits de l'homme
Coordination régulière des activités de la Mission dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes et de celles des organisations humanitaires, des programmes des Nations Unies pour la reconstruction et d'autres organismes travaillant dans ces zones	52	Réunions de coordination Produit supplémentaire : 50 visites liées aux activités humanitaires

Réalisations escomptées 1.3 : sécurité renforcée des populations locales par la surveillance active de la situation des droits de l'homme, progrès vers la réalisation des engagements contenus dans les Accords de paix d'Alger en matière de droits de l'homme	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1.3.1 Diminution du nombre d'enlèvements, de détentions et de « disparitions » à la frontière	Objectif atteint, avec 70 cas contre 102 en 2003-2004
1.3.2 Règlement juridique des questions relatives à la nationalité, aux droits familiaux, aux droits de propriété et aux droits d'utilisation des terres des 30 000 à 40 000 personnes affectées par le transfert de territoire	Objectif non réalisé, puisque la démarcation de la frontière n'a pas eu lieu

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 80 réunions et rédaction de 296 rapports sur la situation des droits de l'homme	78 200 300	Réunions Rapports hebdomadaires de 3 secteurs et d'Addis-Abeba Rapports quotidiens : l'augmentation du nombre de produits s'explique par le fait que les rapports quotidiens n'avaient pas été inclus dans les produits prévus
Enquêtes sur 60 incidents frontaliers	64 6	Enquêtes Produit supplémentaire : Enquêtes sur des enlèvements/disparitions présumés
Enquêtes sur 40 violations présumées des droits de l'homme dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes	39	Cas présumés de violations des droits de l'homme
120 visites de suivi dans les camps de déplacés, camps de réfugiés et camps de transit	72	Visites de suivi : à la suite de ces visites, 225 personnes ont été convoquées pour des entretiens dans le cadre des procédures de rapatriement; visites moins nombreuses que prévu pour cause d'accès interdit sur ordre des autorités locales
Présidence/participation à 20 réunions du Forum commun des droits de l'homme MINUEE/équipes des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée à des fins de partage d'information et de coordination des activités et des programmes en faveur des droits de l'homme	15	11 réunions à Addis-Abeba avec la participation du Bureau des droits de l'homme à Addis-Abeba, et 4 réunions à Asmara pour organiser des forums des droits de l'homme avec l'équipe de pays des Nations Unies; 5 autres réunions ont été annulées en raison de changements fréquents dans la composition des équipes et de l'absence de quorum officiel
Coordination des activités et des programmes sur les droits de l'homme de la MINUEE, des organismes des Nations Unies et des autres organisations dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes	Oui	

Réalisations escomptées 1.4 : sensibilisation plus aiguë à la question du VIH/sida		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
1.4.1 Augmentation du nombre de militaires et de civils sensibilisés à la question du VIH/sida dans les deux pays	Objectif atteint Les programmes de la MINUEE en direction des forces de défense érythréennes et éthiopiennes ont contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de ces armées	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Formation de 150 animateurs dans le cadre de 6 stages d'action citoyenne contre le VIH/sida	60	Civils et membres des forces armées ont suivi des cours dispensés avec le concours du personnel de la MINUEE; la MINUEE a formé un effectif moins élevé que prévu, car l'armée érythréenne a assuré elle-même cette formation pour ses troupes
Sensibilisation de 98 000 personnes grâce à la formation de 400 animateurs de l'action citoyenne contre le VIH/sida	27 000	Les membres des groupes visés ont bénéficié des actions de proximité animées par des membres des contingents des Nations Unies; étude d'un mécanisme de suivi qui, une fois au point, permettra de mieux recenser le nombre de personnes sensibilisées par les animateurs
Organisation de 72 activités de sensibilisation au VIH/sida en direction des militaires et des populations des deux pays, en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies	72	

Composante 2 : composante militaire

Réalisations escomptées 2.1 : maintien de la séparation des forces, respect de l'intégrité territoriale et de la sécurité de la zone temporaire de sécurité et des zones adjacentes		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
2.1.1 Aucune violation grave de l'Accord de cessation des hostilités	Objectif atteint	
2.1.2 Aucun affrontement entre les parties	Objectif atteint	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présidence de 10 réunions de la Commission militaire de coordination avec les deux parties	6	Réunions : 4 réunions n'ont pu être organisées faute d'un accord sur des dates convenant aux deux parties Produit supplémentaire : 30 réunions de secteur de la Commission militaire de coordination
351 312 jours-homme de patrouille terrestre (4 observateurs militaires et 7 militaires x 2,5 par jour, depuis 35 postes, 365 jours), jour et nuit	228 490	49 640 par des observateurs militaires (4 x 17 postes x 2 fois par jour x 365 jours) 178 850 par des militaires (7 x 35 postes x 2 fois par jour x 365)
221 heures de patrouilles aériennes par mois (nombre total d'heures de vol d'hélicoptère par an, divisé par 12), jour et nuit	216	Nombre d'heures de vol inférieur aux prévisions en raison du mauvais temps et de l'immobilisation des appareils pour la maintenance
Garde de 45 postes fixes d'observation diurne et nocturne	45	
5 560 visites d'inspection sur mise en demeure dans la zone temporaire de sécurité	5 928	
Enquête et procès-verbal sur 3 476 incidents	163	Incidents mineurs; enquête et procès-verbal sur 19 enlèvements, 42 vols de bétail, 87 entraves à la libre circulation et 15 fusillades; les incidents ont été moins nombreux en raison du redéploiement massif des forces armées éthiopiennes dans la zone frontalière et de l'action positive de la Commission militaire de coordination

Réalisations escomptées 2.2 : diminution des dangers des mines dans la zone temporaire de sécurité et les zones adjacentes		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
2.2.1 Baisse du nombre d'accidents dus à des mines parmi les populations locales (70 à 80 en 2004-2005, contre 118 en 2002-2003)	Objectif réalisé, avec 26 accidents dus aux mines en 2004-2005 contre 27 en 2003-2004	
2.2.2 Aucune explosion de mine	Objectif non réalisé. 44 explosions de mines, ayant toutes touché la population érythréenne	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Déminage de 10 000 kilomètres de route d'accès aux emplacements prévus des bornes de démarcation, et enlèvement des mines et munitions non explosées	1 889	Kilomètres de route déminés dans la zone de responsabilité; comme le processus de démarcation est actuellement dans l'impasse, les routes d'accès n'ont pas été déminées
Déminage et enlèvement des mines et munitions non explosées sur une superficie de 500 000 m ² autour des emplacements de bornes	0	Comme le processus de démarcation est actuellement dans l'impasse, les emplacements de borne n'ont pas été déminés; 2 708 061 m ² ont toutefois été déminés dans la partie de la zone temporaire de sécurité relevant de la zone de responsabilité de la Mission
Enquêtes et rapports sur 20 accidents dus aux mines	26	
Localisation et neutralisation de 20 000 munitions non explosées de toutes catégories (munitions d'armes légères aussi bien que bombes de gros calibre)	10 474	Munitions non explosées neutralisées; comme la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie a suspendu ses activités, les routes d'accès aux emplacements de bornes n'ont pas été déminées
Mise à jour et enrichissement de la base de données sur les mines et des cartes géographiques de la zone de responsabilité	Oui	
Sensibilisation de 20 000 personnes supplémentaires et autres civils au danger des mines	26 933	Personnes ayant reçu une formation; leur nombre est supérieur aux attentes en raison d'une meilleure gestion de l'action éducative par un personnel chevronné
Soutien régulier à la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie	Non	Pas de soutien en raison de la suspension des activités de la Commission

Composante 3 : appui

Réalizations escomptées 3.1 : un appui administratif et logistique efficace et utile à la Mission		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
3.1.1 Baisse du taux de vacance des postes internationaux (10 % en 2004-2005, contre 11,7 % en 2002-2003) et maintien à 2,0 % du taux de vacance des postes d'agents recrutés dans le pays	Taux de vacance de postes : 20,7 % pour le personnel international et 7 % pour le personnel recruté dans les pays; l'ajustement de la composante militaire de la Mission a entraîné une diminution de 10 % du personnel civil. Les postes n'ont donc pas été pourvus afin de faciliter la réduction des effectifs touchant 26 postes internationaux et 27 postes d'agents locaux. De plus, au cours de l'exercice considéré, 44 membres de la MINUEE ont été sélectionnés pour être réaffectés à d'autres missions.	
3.1.2 Diminution de la valeur d'inventaire du matériel en attente de déclassement et de cession (3 % de la valeur totale de l'inventaire en 2004-2005, contre 5 % en 2003-2004)	Objectif atteint; le matériel en attente de déclassement représentait 2 % de la valeur totale de l'inventaire à la clôture de l'exercice 2004-2005, contre 5 % en 2003-2004	
3.1.3 Maintien à 90 jours du délai d'exécution des ordres d'achat de biens et services (entre l'approbation de la commande et la livraison)	Objectif réalisé; délai d'approvisionnement ramené à 80 jours en moyenne pour les marchandises, et à 15 jours ou moins pour les services	
3.1.4 Réduction de 25 %, par rapport à 2003-2004, du pourcentage de véhicules de reconnaissance indisponibles	Objectif non réalisé; le pourcentage de véhicules de reconnaissance indisponibles a été réduit à 31 % en 2004-2005 contre 50 % en 2003-2004. L'objectif de 25 % n'a pas été atteint, car l'entretien de ces véhicules a pâti du démontage et du déménagement de l'atelier de Barentu ainsi que des restrictions de mouvement imposées aux agents des bases d'opération chargés des remorquages, de l'entretien et/ou des réparations	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services Réduction de quatre mois à trois mois de la durée de la procédure de recrutement pour le personnel international et maintien du délai de trois semaines pour les agents locaux, en rationalisant le processus de diverses manières – prévision des vacances de poste, utilisation des listes de candidats présélectionnés, de Galaxy et du registre des candidats (Compendium)	Non	L'ajustement de la composante militaire de la Mission a entraîné une réduction de 10 % du personnel civil. Les postes n'ont donc pas été pourvus afin de faciliter la réduction des effectifs touchant 26 postes internationaux et 27 postes d'agents locaux. De plus, au cours de l'exercice considéré, 44 membres de la MINUEE ont été sélectionnés pour être réaffectés à d'autres missions

Abaissement de neuf mois à quatre mois du délai moyen de cession du matériel déclassé, grâce notamment au recensement des biens à déclasser et à l'examen des listes par les comités locaux de contrôle du matériel, et élimination dans des conditions conformes aux lois de protection de l'environnement	Oui	
Tenue des 90 jours de délai grâce à un système de suivi des achats et à la mise à jour permanente de la liste des fournisseurs	Oui	Délai ramené à 80 jours pour les marchandises
Mise en place d'un système centralisé d'imagerie et d'archivage numériques capable de stocker plus de 20 000 documents scannés par an	Oui	
Mise en œuvre d'un plan de reprise après sinistre, avec intervention de systèmes de sauvegarde et de secours installés dans un autre site, de manière à réduire la durée d'immobilisation et à mieux protéger les données	Oui	
Modernisation des réseaux, et par conséquent stabilité et fiabilité accrues des transmissions sans fil et par fibre optique	Oui	
Amélioration des services de télécommunication grâce à l'élargissement de la bande passante des communications par satellite (4,6 Mo/s, contre 3,4 auparavant)	Oui	
Personnel Relève de 7 742 militaires, ainsi que 109 rapatriements et 109 déploiements; relève de 440 observateurs militaires des Nations Unies	8 437 753 200	Militaires relevés (y compris relèves prévues dans l'exercice précédent mais intervenues au début de l'exercice considéré) Rapatriement de militaires (slovaques et kenyans) dans le cadre de la réduction des effectifs et des agents de sécurité et d'administration finlandais au terme de leur engagement Déploiement de 220 agents de sécurité et d'administration kenyans pour remplacer les Finlandais

	430	430 observateurs militaires des Nations Unies; 224 rapatriements et 206 déploiements
Administration de 256 contrats de fonctionnaires internationaux, de 273 contrats d'agents recrutés dans le pays et de 82 Volontaires des Nations Unies	203 254 75	Fonctionnaires internationaux Agents recrutés dans le pays Volontaires des Nations Unies
Approvisionnement de 3 969 militaires en rations, en carburant et en eau, sur 19 sites	3 434	Militaires : le nombre de militaires approvisionnés a été inférieur aux prévisions en raison du rapatriement de deux bataillons durant l'année
Installations		
Entretien de 45 installations, sur 28 sites	Oui	Produit supplémentaire : entretien de 29 sites prêtés à titre gracieux
Exploitation et entretien de 2 usines de traitement et d'embouteillage de l'eau	Oui	
Exploitation et entretien de 182 groupes électrogènes, dont 20 unités reconditionnées, sur 28 sites	182 31	Groupes électrogènes entretenus Groupes électrogènes reconditionnés
Entretien de 143 kilomètres de routes de desserte, dont 22 kilomètres de réfection	330 27	Kilomètres de route entretenus Kilomètres de chantier de réfection sur la principale route de desserte; les travaux supplémentaires ont été entrepris en raison de la fermeture inopinée de la route reliant directement Asmara et Barentu
Gestion des contrats et du matériel appartenant aux contingents		
Gestion de 10 contrats; 21 réunions avec les sous-traitants, traitement de 1 100 factures (90 %)	Oui	10 contrats suivis; 27 réunions avec les sous-traitants; 100 % des factures traitées
157 inspections de matériel appartenant aux contingents, examen de 7 mémorandums d'accord, analyse d'un facteur propre à la Mission	134 9 1	Inspections de matériel appartenant aux contingents; les inspections ont été moins nombreuses que prévu du fait de la réduction des effectifs Mémorandums d'accord révisés Facteur propre à la Mission révisé (date d'entrée en vigueur : 1 ^{er} juillet 2004)

<p>Transports terrestres</p> <p>Entretien de 526 véhicules de l'ONU : 316 véhicules légers et 62 véhicules blindés, 2 ambulances, 19 autocars et minibus, 13 chariots élévateurs, 78 camions, 26 remorques et 10 semi-remorques, sur 5 sites. Utilisation du parc de véhicules légers : 5 130 000 km par an</p>	594	<p>Véhicules de l'ONU entretenus dans 7 garages : 375 véhicules légers, 64 véhicules blindés, 2 ambulances, 19 autocars et minibus, 15 chariots élévateurs, 77 camions, 32 remorques et 10 semi-remorques, sur 5 sites. Utilisation du parc de véhicules légers : 4 294 555 km par an; le nombre de véhicules à réformer a été inférieur aux prévisions, d'où une augmentation du parc à entretenir</p>
<p>Transport par la route de 2 800 tonnes de fret</p>	7 679	<p>Tonnes; le tonnage supplémentaire s'explique par le rapatriement d'un contingent et par le redéploiement de troupes au sein de la Mission à la suite des ajustements</p>
<p>Réduction, de 50 % à 25 %, du taux d'immobilisation des 62 véhicules blindés, grâce à un calendrier d'entretien préventif efficace, à la formation et à l'installation du système de contrôle de la vitesse CARLOG dans tous les véhicules</p>	Non	<p>Le taux d'immobilisation a été de 31 % et non de 25 % comme prévu, pour les raisons suivantes : 1) déclassement de 6 véhicules de reconnaissance pour cause de suspension et de carrosserie endommagées; 2) restrictions de mouvement imposées au personnel recruté sur le plan national; 3) démontage/déménagement du garage de Barentu</p>
<p>Transports aériens</p> <p>Exploitation, contrôle et entretien de trois aéronefs à voilure fixe et de 9 aéronefs à voilure tournante, pour un total de 10 692 heures de vol</p>	<p>3</p> <p>9</p> <p>6 207</p>	<p>Aéronefs à voilure fixe (2 avions Antonov pendant toute l'année, et 1 HS-125 de juillet 2004 à février 2005)</p> <p>Aéronefs à voilure tournante (8 appareils pendant toute l'année, et 1 MI8-MTV de juillet 2004 à novembre 2004, date à laquelle l'appareil a été transféré à l'UNAMIS)</p> <p>Heures de vol : 4 485 heures de vol de moins que prévu en raison de l'ajustement des moyens aériens et de la non-utilisation de 3 avions de réserve stationnés à Djibouti et Brindisi</p>

Transport en avion de 45 000 passagers et de 900 tonnes de fret	41 824 391	Passagers Tonnes de fret aérien En raison de l'ajustement des effectifs de la Force dans la zone de la Mission, les besoins opérationnels en matière de transport de fret aérien ont été réduits, car le fret a été transporté par la route
Transmissions		
Appui à 30 systèmes VSAT et exploitation de 22 standards téléphoniques, sur 22 sites	29 18	Systèmes VSAT Standards téléphoniques desservant 22 sites
Entretien de 400 appareils radio HF mobiles équipés du système GPS (positionnement universel)	396	Appareils radio HF mobiles, 151 avec GPS
Informatique		
Assistance, entretien et réparation de 796 ordinateurs de bureau, 133 ordinateurs portables, 457 imprimantes, 4 traceurs graphiques et 64 serveurs, sur 25 sites	821 162 460 4 69	Ordinateurs de bureau Ordinateurs portables Imprimantes Traceurs graphiques Serveurs sur 25 sites
Services médicaux		
Maintien en service d'une unité médicale civile de niveau 1 et d'un hôpital militaire de niveau 2, pour 2 800 patients	6 000	Patients : l'augmentation sensible du nombre de patients s'explique par la campagne de vaccination des militaires et des civils de la MINUEE (ainsi que de leurs familles immédiates) contre une épidémie de méningite survenue en mars-avril 2005

III. Exécution du budget

A. Ressources nécessaires

(En milliers de dollars des États-Unis. L'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) - (1) = (2)	Pourcentage (4) = (3) + (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	7 222,6	7 428,3	(205,7)	(2,8)
Militaires des contingents	90 327,8	78 122,0	12 205,8	13,5
Police civile	—	—	—	—
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	97 550,4	85 550,3	12 000,1	12,3
Personnel civil				
Personnel international	27 620,3	27 003,5	616,8	2,2
Personnel recruté dans le pays	1 321,0	1 190,9	130,1	9,8
Volontaires des Nations Unies	2 815,8	2 917,8	(102,0)	(3,6)
Total partiel	31 757,1	31 112,2	644,9	2,0
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—	—
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	—	—	—	—
Voyages	850,0	637,3	212,7	25,0
Installations et infrastructures	28 335,3	18 213,4	10 121,9	35,7
Transports terrestres	6 088,2	5 215,5	872,7	14,3
Transports aériens	21 402,9	18 715,8	2 687,1	12,6
Transports maritimes	—	—	—	—
Transmissions	7 185,7	5 880,4	1 305,3	18,2
Informatique	2 347,1	2 117,5	229,6	9,8
Soins médicaux	2 950,2	2 477,2	473,0	16,0
Matériel spécial	1 566,3	1 448,1	118,2	7,5
Fournitures, services et matériel divers	5 298,4	8 962,6	(3 664,2)	(69,2)
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	76 024,1	63 667,8	12 356,3	16,3
Total brut	205 331,6	180 330,3	25 001,3	12,2
Recettes provenant des contributions du personnel	4 557,4	4 000,9	556,5	12,2
Total net	200 774,2	176 329,4	24 444,8	12,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	205 331,6	180 330,3	25 001,3	12,2

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	995,0
Recettes diverses et accessoires	213,2
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(12,7)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	5 957,4
Total	7 152,9

C. Dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Équipement majeur	
Contingents militaires	
Équipement majeur	16 068,2
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	
Restauration (cuisines)	1 062,5
Mobilier et matériel de bureau	729,3
Électricité	1 118,7
Missions secondaires du génie	633,5
Blanchisserie et nettoyage	886,8
Matériels de campement	214,7
Hébergement	407,2
Magasins/divers	1 779,1
Matériel unique	–
Fourniture pour la défense des périmètres	–
Transmissions	
Transmissions	3 468,7
Services médicaux	
Services médicaux	2 267,2
Matériel	
Neutralisation des explosifs et munitions	293,7
Observation	1 130,1
Identification	–
Protection nucléaire, bactériologique et chimique	–
Total partiel	13 991,5
Total	30 059,7

<i>Facteurs approuvés par la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,10	1 ^{er} juillet 2004	1 ^{er} juillet 2002
Usage opérationnel intensifié	3,80	1 ^{er} juillet 2004	1 ^{er} juillet 2002
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1,90	1 ^{er} juillet 2004	1 ^{er} juillet 2002
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport, par pays fournisseur de contingent	0,25-3,50		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(205,7)	(2,8 %)

7. Les dépenses supplémentaires sont surtout la conséquence de l'augmentation du coût des voyages aériens. Le budget a été établi sur la base d'un coût moyen de 4 100 dollars par billet aller-retour, alors que le prix moyen de ce billet a été en réalité de 5 261 dollars.

	<i>Écart</i>	
Contingents	12 205,8	13,5 %

8. Le solde inutilisé résulte des ajustements appliqués à la MINUEE, notamment en termes de présence et d'opérations des contingents, conformément aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport (S/2004/708) et approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1560 (2004). Les prévisions de dépenses pour l'exercice budgétaire considéré étaient basées sur un effectif autorisé de 3 980 hommes. L'effectif moyen mensuel, compte tenu de la réduction progressive de la composante militaire entamée en juin 2004, a été de 3 434 hommes, soit un taux de vacance de 13,7 %, contre 2 % dans le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel international	616,8	2,2 %

9. Le solde inutilisé résulte principalement d'un taux de vacance réel de 20,7 % pour cause de réduction des effectifs de la Mission plus tôt que prévu. Les prévisions initiales étaient basées sur un taux de vacance de 10 %. La Mission a absorbé les dépenses supplémentaires à la rubrique des dépenses communes occasionnées par le départ du personnel rapatrié ou réaffecté à des missions nouvellement créées, ainsi que la transformation de 16 engagements de durée limitée en engagements relevant de la série 100 du Règlement du personnel.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	130,1	9,8 %

10. Le solde inutilisé résulte de la réduction des effectifs de la Mission, qui s'est traduite par un taux de vacance de postes réel de 7 %, contre 2 % prévu au budget.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(102,0)	(3,6 %)

11. Les dépenses supplémentaires sont essentiellement imputables à la prise en charge de dépenses relevant de l'exercice précédent en raison de facturations tardives au titre du déploiement de Volontaires des Nations Unies à la MINUEE, étant donné que le cycle budgétaire de la Mission est différent de celui de l'ONU. La récente mise en œuvre d'un nouveau système en ligne (sur le Web) par le Programme des Volontaires des Nations Unies à Bonn devrait cependant aider à mieux prévoir les besoins.

	<i>Écart</i>	
Voyages	212,7	25 %

12. Le solde inutilisé résulte principalement du fait que les conférences et réunions de la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie et de la Commission militaire de coordination n'ont pas toutes eu lieu et que le nombre d'évacuations sous escorte militaire a été moins élevé que prévu.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	10 121,9	35,7 %

13. Le solde inutilisé résulte principalement du fait que les 7 millions de dollars prévus pour les mesures de sécurité (notamment construction d'un nouveau bâtiment pour abriter le quartier général de la Mission et déménagement des installations de transmission) n'ont pas été dépensés faute de site désigné. De plus, les dépenses liées au remboursement aux pays fournisseurs de contingents pour le matériel fourni au titre du soutien logistique autonome ont été moins élevées que prévu, de même que les dépenses au titre des carburants et lubrifiants en raison de la réduction des effectifs militaires et des retards pris dans la construction d'un bâtiment en dur afin d'y loger un contingent. Les besoins ont également été moins importants que prévu aux rubriques services d'entretien (blanchisserie et nettoyage, restauration, élimination des déchets), clôture des périmètres et pose de grilles.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	872,7	14,3 %

14. Le solde inutilisé résulte principalement du fait que les besoins en pièces détachées, carburants et lubrifiants et assurance-responsabilité ont été moins importants que prévu dans le budget. Les jeux de pièces de rechange livrés avec les 79 nouveaux véhicules achetés et les pièces détachées récupérées sur d'autres

véhicules ont permis de réduire les dépenses à cette rubrique. La diminution des ressources au titre des carburants et lubrifiants et de l'assurance-responsabilité s'explique essentiellement par le fait qu'une partie des véhicules appartenant au contingent a été rapatriée à la suite de la réduction des effectifs de la Mission, ainsi que par l'arrivée tardive des véhicules de remplacement.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	2 687,2	12,6 %

15. Le solde inutilisé résulte essentiellement d'une diminution des dépenses en carburant, en droits d'atterrissage et en redevances de manutention au sol, ainsi qu'au titre de la location et de l'exploitation de l'aéronef à voilure fixe. Les économies en carburant, en droits d'atterrissage et en redevances de manutention au sol s'expliquent par le fait qu'il n'y a eu que 6 207 heures de vol et non 10 692 comme prévu en raison de l'ajustement des moyens aériens, avec notamment la restitution du jet d'affaires HS 125 et de la non-utilisation de trois avions de réserve.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	1 305,3	18,2 %

16. Le solde inutilisé résulte principalement de la diminution des besoins en communications par réseaux commerciaux ainsi que par la diminution des remboursements aux pays fournisseurs de contingents au titre du matériel fourni pour le soutien logistique autonome, remboursements calculés sur la base de l'effectif moyen réel et non sur l'effectif autorisé. Le solde inutilisé à la rubrique des communications par réseaux commerciaux résulte surtout de la mise en place du nouveau système de facturation par Lotus Notes, qui a facilité un contrôle plus étroit des appels, à la fois personnels et pour le service.

	<i>Écart</i>	
Informatique	229,6	9,8 %

17. Le solde inutilisé résulte de la décision, prise par la Mission, d'acheter moins d'ordinateurs que prévu en raison de la réduction de ses effectifs.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	473,0	16,0 %

18. Le solde inutilisé est dû essentiellement au fait que les dépenses au titre des services médicaux ont été inférieures aux montants budgétisés, puisque les membres du personnel devant être hospitalisés ont été moins souvent aiguillés sur des établissements privés et que la Mission a utilisé plus souvent ses moyens aériens pour faire des évacuations sanitaires au lieu de dépendre exclusivement de sous-traitants privés.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	118,2	7,5 %

19. Le solde inutilisé s'explique par la réduction des remboursements dus aux pays fournisseurs de contingents au titre du matériel fourni pour le soutien logistique autonome, remboursements calculés sur la base des effectifs réels, et non sur les effectifs autorisés.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(3 664,2)	(69,2) %

20. Les dépenses supplémentaires à cette rubrique s'expliquent par l'augmentation du coût des services de détection et neutralisation des mines dans le cadre du mémorandum d'accord qui remplace les services antérieurement assurés par le contingent de déminage. Cet arrangement est conforme à la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport au Conseil de sécurité (S/2004/708), à savoir faire appel à une équipe recrutée dans le privé pour mener à bien les opérations de déminage de la MINUEE. Cette recommandation a été approuvée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1560 (2004).

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

21. En ce qui concerne le financement de la MINUEE, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :

a) Décider que les États Membres renonceront à leurs parts respectives des recettes diverses, d'un montant de 7 152 900 dollars, que fait apparaître l'exercice clos au 30 juin 2005, ainsi qu'à leurs parts respectives du montant de 6 037 600 dollars prélevé sur le solde créditeur de 25 001 300 dollars relatif au même exercice, qui serviront à couvrir les engagements en cours et à venir de l'Organisation des Nations Unies au titre de l'assurance-maladie après cessation de service;

b) Décider de l'affectation du reliquat du solde créditeur, d'un montant de 18 963 700 dollars, relatif à l'exercice clos le 30 juin 2005.